

Le Conseil du Territoire PARIS TERRES D'ENVOL

REPUBLIQUE FRANCAISE

Siège
Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Nombre de Membres en exercice : 71
Présents : 41
Excusés : 21
Absents : 9

REUNION DU 3 JUILLET 2017

Le Président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L.2121-1 du CGCT)
Affiché le **13 JUIL. 2017**

L'an DEUX MILLE DIX SEPT, le LUNDI TROIS JUILLET à VINGT HEURES, le Conseil de Territoire, dûment convoqué le VINGT SEPT JUIN DEUX MILLE DIX SEPT, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Pierre Peugeot 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de Monsieur Bruno Beschizza.

ETAIENT PRESENTS : M. ARDJOUNE Madani, M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BESCHIZZA Bruno, M. CANNAROZZO Frank, M. CAPO-CANELLAS Vincent, M. CARRE Julien, M. CHALLIER Guy, Mme COCOZZA Merzouba, Mme COMAYRAS Christine, M. CONTY Albert, Mme DE CARVALHO Virginie, M. FLEURY Stéphane, M. GATIGNON Stéphane, Mme JAOUANI Amel, Mme LAGARDE Aude, M. LAGARDE Jean-Christophe, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LAURENT Daniel, Mme LEMARCHAND Brigitte, Mme LEVE Séverine, M. MANGIN Anthony, Mme MARCHOIS Maryline, Mme MAROUN Séverine, M. MARQUES Paulo, M. MIGNOT Didier, M. MONTES Mathieu, Mme PINHEIRO Amélie, M. RAMADIER Alain, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, Mme SAGNA Fatou, Mme SAGO Aïssa, Mme SEGURA Angela, Mme VALLETON Martine, Mme VANDENABELLE Bernadette, Mme VAUBAN Maryline, Mme VERTE Monique, Mme WANLIN Elsa, M. WATTEZ Robert, M. ZANGRILLI François,

EXCUSES Mme ARAB Dalila, M. ASENSI François, Mme AUTAIN Clémentine, M. BARON Stéphane, Mme BOUR Patricia, M. CAHENZLI Denis, M. CHABANI Hamid, M. CHAUSSAT Jacques, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, Mme DUBOE Nicole, Mme ELSODY Arhella, M. FERREIRA Lino, M. GRAMFORT Mathieu, Mme LAGNEAU Muriel, Mme MABCHOUR Najet, M. MARIOT Claude, Mme MARQUETON Céline, M. MILLARD Jean-Luc, Mme QUERUEL Marie-Jeanne, M. SALINI Stéphane, Mme YERRO Georges-Marie,

AYANT DONNE POUVOIR A M. BAILLON Jean-François, M. MONTES Mathieu, Mme JAOUANI Amel, Mme VALLETON Martine, Mme COMAYRAS Christine, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, Mme PINHEIRO Amélie, Mme LAGARDE Aude, Mme BELMOUDEN Fatima, Mme DE CARVALHO Virginie, Mme VANDENABELLE Bernadette, M. ARDJOUNE Madani, Mme SAGNA Fatou, M. ZANGRILLI François, M. GATIGNON Stéphane, M. LAURENT Daniel, M. CANNAROZZO Frank, Mme COCOZZA Merzouba, M. CHALLIER Guy, M. LAGARDE Jean-Christophe, M. MANGIN Anthony,

ABSENTS M. AMARI Farid, M. BOUMEDJANE Karim, M. MAHMOUDI Yacine, M. MEIGNEN Thierry, Mme MISSOUR Sabrina, Mme MOREIRA Véronique, M. NICOLAS Frédéric, M. RANQUET Jean-Philippe, M. VAZ Micaël,

SECRETAIRE DE SEANCE Mme DE CARVALHO Virginie

DELIBERATION N°100 – PERSONNEL – MISE EN PLACE DU REGIME INDEMNITAIRE ET DU RIFSEEP (REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJETIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL) POUR LE PERSONNEL DE L'EPT PARIS TERRES

Le Conseil de Territoire,
Après avoir entendu l'exposé de Madame Séverine LEVE ,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifié portant droits et obligations des fonctionnaires

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale et notamment son article 88,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe),

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1^{er} alinéa de l'article 88 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984,

Vu le décret n°97-1223 du 27 décembre modifié par le décret n°2012-1457 du 24 décembre 2012 portant création d'une indemnité d'exercice de mission des préfetures,

Vu le décret n°88-631 du 6 mai 1988 relatif à l'attribution d'une prime de responsabilité des emplois administratifs de direction des collectivités locales et des établissements publics,

Vu le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires,

Vu le décret n°2002-61 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité d'administration et de technicité,

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20170703-100-03-07-2017-
Responsabilité des emplois
Date de télétransmission : 11/07/2017
Date de réception préfecture : 11/07/2017

Vu le décret n°2003-799 du 25 août 2003 modifié par le décret n°2014-1404 du 26 novembre 2014 relatif à l'indemnité spécifique de service,
Vu le décret n°2009-1558 du 15 décembre 2009 relatif à la prime de service et rendement,
Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,
Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,
Vu la circulaire NOR-RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,
Vu l'arrêté du 20 mai 2014 pris pour l'application aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014,
Vu l'arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014,
Vu l'arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application aux corps interministériels des attachés des administrations de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014,
Vu l'arrêté du 29 juin 2015 pris pour l'application aux corps des administrateurs civils des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014
Vu les délibérations n°10 du 21 janvier 2010, n°34 du 14 juin 2010 et n°23 du 9 avril 2013 de la communauté d'agglomération Terres de France relatives au régime indemnitaire
Vu l'avis favorable du Comité technique en date du 20 juin 2017,
Vu le tableau des effectifs,
Vu le budget général,

Considérant que les transferts de compétences décidés par la loi NOTRe impliquent des transferts de personnels aux régimes indemnitaires divers

Considérant l'intérêt d'unifier les différents régimes indemnitaires en mettant en place le régime indemnitaire et le RIFSEEP pour l'ensemble des agents de l'EPT au 1^{er} juillet 2017,

Considérant que ce régime indemnitaire se compose d'une part obligatoire liée aux fonctions de l'agent (IFSE), et d'une part facultative (CIA),

Considérant que l'article 6 du décret 2014-513 garantit la conservation du montant indemnitaire perçu par l'agent au titre de l'IFSE jusqu'à son prochain changement de fonctions,

- **Décide** de la mise en place du régime indemnitaire et le RIFSEEP pour l'ensemble des agents de l'EPT au 1^{er} juillet 2017 tel que présenté ci-dessous :

Bénéficiaires : agents à temps complet (temps plein ou partiel) et temps non complet

- Titulaires
- Stagiaires
- Contractuels de droit public et de droit privé

Cadres d'emploi concernés :

- Administrateurs
- Attachés
- Rédacteurs
- Adjoints administratifs
- Agents sociaux
- Ingénieurs en chef
- Ingénieurs
- Techniciens
- Agents de maîtrise
- Adjoints techniques

Devenir des primes en cas d'indisponibilité physique :

L'EPT décide que le sort du régime indemnitaire suit les mêmes règles d'abattement que la rémunération principale en cas d'absence pour maladie ou accident de service ou trajet imputable au service.

Il est maintenu intégralement pendant les congés pour maternité, paternité, adoption.

MISE EN PLACE DE L'IFSE :

Périodicité de versement : l'IFSE est versé mensuellement

Réexamen de l'IFSE :

Le montant fera l'objet d'un réexamen au regard de l'expérience professionnelle et :

- En cas de changement de fonction ou d'emploi
- En cas de changement de grade ou de cadre d'emploi à la suite d'une promotion, d'un avancement de grade ou de la nomination suite à la réussite d'un concours
- Au moins tous les 4 ans, en fonction de l'expérience acquise par l'agent.

Montant de l'IFSE : il est proratisé en fonction du temps de travail de l'agent

Les montants maximum annuels de référence sont indexés sur ceux applicables à la fonction publique d'Etat

Le présent régime indemnitaire est exclusif de toute autre indemnité liée aux grades, métiers, fonctions, responsabilités ou à la manière de servir.

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20170703-100-03-07-2017-
DE
Date de télétransmission : 11/07/2017
Date de réception préfecture : 11/07/2017

Il se substitue notamment à :

- L'IFTS (indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires)
- L'IE MP (indemnité d'exercice de missions des préfectures)
- L'IAT (indemnité d'administration et de technicité)
- La prime de rendement
- L'indemnité de fonctions et de résultats
- La PSR (prime de service et rendement)
- L'ISS (indemnité spécifique de service)

...

Il est cumulable avec :

- les indemnités pour travaux supplémentaires
- les astreintes
- la NBI
- la GIPA (garantie individuelle du pouvoir d'achat)
- les avantages collectivement acquis (art 111 conservé en cas de transfert)

L'attribution individuelle sera décidée par l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté appliquant les dispositions de la présente décision.

L'IFSE vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale du régime indemnitaire. Elle est liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle.

L'IFSE repose :

- D'une part sur la détermination de **critères professionnels** liés aux fonctions
- D'autre part sur la prise en compte de **l'expérience professionnelle** acquise par l'agent

1/ CRITERES PROFESSIONNELS (article 2 décret 2014-513)

Chaque emploi ou cadre d'emplois est réparti entre différents groupes de fonctions à l'aide de 3 critères :

- Encadrement, coordination, pilotage et conception (prise en compte des responsabilités plus ou moins lourdes en matière d'encadrement ou de coordination d'une équipe, d'élaboration et de suivi de dossiers stratégiques ou de conduite de projets)
- Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions (valorisation de l'acquisition et de la mobilisation de compétences plus ou moins complexes dans le domaine fonctionnel de référence de l'agent)
- Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel (contraintes particulières liées au poste : exposition physique, responsabilité prononcée, lieu d'affectation ou aire géographique d'exercice des fonctions)

2/ PRISE EN COMPTE DE L'EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

- Connaissance acquise par la pratique (élargissement des compétences, approfondissement des savoirs, consolidation des connaissances pratiques assimilées sur un poste)
- Doit être distinguée de l'ancienneté et de la valorisation de l'engagement et de la manière de servir
- Il s'agit d'un critère individuel, qui ne doit pas servir à placer l'agent dans un groupe supérieur de fonctions

Il est proposé de retenir les éléments suivants par cadres d'emplois :

FILIERE ADMINISTRATIVE

Administrateurs

GROUPES	EMPLOI	Plafond annuel de l'IFSE
Groupe 1	Direction de l'EPT	49 980€
Groupe 2	Direction adjointe de l'EPT	46 920€
Groupe 3	Responsable d'une direction	42 330€

Attachés

GROUPES	EMPLOI	Plafond annuel de l'IFSE
Groupe 1	Direction d'une structure	36 210€
Groupe 2	Direction adjointe	32 130€
Groupe 3	Responsable de service	25 500€
Groupe 4	Adjoint au responsable de service, chargé de mission, expertise, fonction de coordination	20 400€

Rédacteurs

GROUPES	EMPLOI	Plafond annuel de l'IFSE
Groupe 1	Direction d'une structure, responsable d'un ou plusieurs services	17 480€
Groupe 2	Adjoint au responsable de service, expertise,	16 015€

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20170703-100-03-07-2017-
DE
Date de télétransmission : 11/07/2017
Date de réception préfecture : 11/07/2017

	fonction de coordination ou pilotage, gestion d'un ou plusieurs services, chargé de mission	
Groupe 3	Assistant de direction, poste d'instruction avec expertise, gestionnaire de dossiers particuliers	14 650€

Adjoint administratifs

GROUPES	EMPLOI	Plafond annuel de l'IFSE
Groupe 1	Encadrement de proximité et d'usagers, chef d'équipe, gestionnaire comptable, marchés publics, RH, assistant de direction, sujétions, qualifications	11 340€
Groupe 2	Agent d'exécution, agent d'accueil	10 800€

FILIERE SANITAIRE ET SOCIALE

Agents sociaux

GROUPES	EMPLOI	Plafond annuel de l'IFSE
Groupe 1	Encadrement de proximité et d'usagers, chef d'équipe, gestionnaire comptable, marchés publics, RH, assistant de direction, sujétions, qualifications	11 340€
Groupe 2	Agent d'exécution, agent d'accueil	10 800€

La garantie accordée aux agents :

Conformément à l'article 6 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 « lors de la première application des dispositions du présent décret, **le montant indemnitaire mensuel perçu par l'agent au titre du ou des régimes indemnitaires liés aux fonctions exercées ou au grade détenu et, le cas échéant, aux résultats, à l'exception de tout versement à caractère exceptionnel, est conservé au titre de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise jusqu'à la date du prochain changement de fonctions de l'agent** ».

FILIERE TECHNIQUE

Les arrêtés d'application du RIFSEEP aux corps de l'Etat équivalents et par voie de conséquence aux cadres d'emplois territoriaux sont en cours de parution.

Dès parution desdits arrêtés, une nouvelle délibération sera établie.

Il est donc appliqué le régime indemnitaire suivant aux cadres d'emplois suivants :

- Prime de service et rendement (PSR) :

En bénéficient les cadres d'emplois suivants :

- Les ingénieurs en chef
- Les ingénieurs
- Les techniciens

Le taux annuel de base est fixé par arrêté ministériel du 15 décembre 2009.

Le montant individuel ne peut excéder annuellement le double du taux moyen.

L'EPT fixe le taux individuel en tenant compte, d'une part, des responsabilités, du niveau d'expertise et des sujétions spéciales liées à l'emploi occupé, et d'autre part, de la qualité des services rendus.

La PSR peut être cumulée avec l'indemnité spécifique de service et avec les indemnités horaires pour travaux supplémentaires.

- L'Indemnité spécifique de service (ISS) :

En bénéficient les grades suivants, et le montant est déterminé en référence à un taux de base fixé par arrêté :

GRADES	Coefficient par grade	Taux individuel maximum
Ingénieur en chef hors classe	70	133 %
Ingénieur en chef	55	122.5 %
Ingénieur principal à/p 6è éch ayant au moins 5 ans d'ancienneté dans le grade	51	122.5 %
Ingénieur principal à/p 6è éch n'ayant pas 5 ans d'ancienneté dans le grade	43	122.5 %
Ingénieur principal jusqu'au 5è éch	43	122.5 %
Ingénieur à partir du 7è éch	33	115 %
Ingénieur jusqu'au 6è éch	28	110 %
Technicien principal de 1 ^{ère} classe	18	110 %
Technicien principal de 2è classe	16	110 %
Technicien	12	110 %

Accusé de réception en préfecture
093-200038097-20170703-100-03-07-2017-
DE 110 %
Date de télétransmission : 11/07/2017
Date de réception préfecture : 11/07/2017

Un coefficient de modulation par service est appliqué en fonction de la situation géographique : 1.10 pour la Seine St Denis

Le taux individuel est déterminé en fonction de la manière de servir, l'assiduité et la disponibilité, l'expérience professionnelle, les fonctions et le niveau hiérarchique appréciés par rapport aux responsabilités exercées.

Une révision de ce taux pourra intervenir dans le cas de modification d'un des critères cités.

L'ISS peut être cumulée avec la PSR et les IHTS lorsque le grade y est éligible.

- L'indemnité d'administration et de technicité (IAT)

En bénéficient les cadres d'emplois suivants :

- Les agents de maîtrise
- Les adjoints techniques

Le montant moyen annuel est calculé par application à un montant de référence annuel par grade fixé par arrêté ministériel, indexé sur la valeur du point d'indice de la fonction publique, auquel est appliqué un coefficient multiplicateur d'ajustement compris entre 0 à 8, en fonction du poste occupé et de la manière de servir de l'agent.

- L'indemnité d'exercice de missions des préfectures (IEMP)

En bénéficient les cadres d'emplois suivants :

- Les agents de maîtrise
- Les adjoints techniques

Le montant moyen annuel est calculé par application à un montant de référence annuel par grade fixé par arrêté ministériel, indexé sur la valeur du point d'indice de la fonction publique, auquel est appliqué un coefficient multiplicateur d'ajustement compris entre 0 à 3, en fonction du poste occupé et de la manière de servir de l'agent.

MISE EN PLACE DU CIA :

Un complément indemnitaire **pourra** être versé aux fonctionnaires et agents contractuels relevant des cadres d'emploi éligibles au RIFSEEP en fonction de la valeur professionnelle et de l'investissement de l'agent appréciés lors de l'entretien professionnel.

Il sera pris en compte pour chaque agent de :

- Son investissement personnel dans l'exercice de ses fonctions
- Son sens du service public
- Sa capacité à travailler en équipe et sa contribution au travail collectif
- La connaissance de son domaine d'intervention
- Sa capacité à s'adapter aux exigences du poste, à coopérer avec ses partenaires internes ou externes comme son implication dans les projets de service ou sa participation active à la réalisation des missions rattachées à son environnement professionnel
- Sa rigueur et sa méthode
- Sa réactivité
- Son savoir être (sens de l'écoute et du dialogue, ...)

Il pourra être versé en une seule fois, au mois de décembre et fera l'objet d'un arrêté individuel pour chaque versement. Il n'est pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

Le montant individuel versé à l'agent est compris entre 0 et 100% du montant maximal.

Les montants maxima évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat

Tableau récapitulatif des montants plafonds du CIA :

- Administrateurs

GROUPES	EMPLOI	Plafond annuel du CIA
Groupe 1	Direction de l'EPT	8 820€
Groupe 2	Direction adjointe de l'EPT	8 280€
Groupe 3	Responsable d'une direction	7 470€

- Attachés

GROUPES	EMPLOI	Plafond annuel du CIA
Groupe 1	Direction d'une structure	6 390€
Groupe 2	Direction adjointe	5 670€
Groupe 3	Responsable de service	5 670€
Groupe 4	Adjoint au responsable de service, chargé de mission, expertise, fonction de coordination	3 600€

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20170703-100-03-07-2017-
DE
Date de télétransmission : 11/07/2017
Date de réception préfecture : 11/07/2017

Rédacteurs

GROUPES	EMPLOI	Plafond annuel du CIA
Groupe 1	Direction d'une structure, responsable d'un ou plusieurs services	2 380€
Groupe 2	Adjoint au responsable de service, expertise, fonction de coordination ou pilotage, gestion d'un ou plusieurs services, chargé de mission	2 185€
Groupe 3	Assistant de direction, poste d'instruction avec expertise, gestionnaire de dossiers particuliers	1 995€

Adjoint administratifs

GROUPES	EMPLOI	Plafond annuel du CIA
Groupe 1	Encadrement de proximité et d'usagers, chef d'équipe, gestionnaire comptable, marchés publics, RH, assistant de direction, sujétions, qualifications	1 260€
Groupe 2	Agent d'exécution, agent d'accueil	1 200€

FILIERE SANITAIRE ET SOCIALE

Agents sociaux

GROUPES	EMPLOI	Plafond annuel du CIA
Groupe 1	Encadrement de proximité et d'usagers, chef d'équipe, gestionnaire comptable, marchés publics, RH, assistant de direction, sujétions, qualifications	1 260€
Groupe 2	Agent d'exécution, agent d'accueil	1 200€

PRIMES SPECIFIQUES

- L'indemnité horaire pour travaux supplémentaires (IHTS)

En bénéficient les agents stagiaires, titulaires, contractuels employés à temps complet appartenant aux catégories C et B (les agents à temps partiel et temps non complet sont soumis à un mode particulier de calcul des IHTS).

Sont donc concernés :

- Les adjoints techniques
- Les agents de maîtrise
- Les techniciens
- Les adjoints administratifs
- Les rédacteurs territoriaux
- Les agents sociaux

Les IHTS sont attribuées dans le cadre de la réalisation effective de travaux supplémentaires demandés par l'autorité territoriale, dans la limite de 25 heures au cours d'un même mois.

Les heures de dimanches, de jours fériés ou de nuits sont prises en compte pour l'appréciation de ce plafond.

A défaut de compensation sous la forme de repos compensateur, les heures supplémentaires sont rémunérées selon les dispositions réglementaires en vigueur.

- Prime de responsabilité des emplois administratifs de direction

En bénéficient les agents occupant les emplois fonctionnels de direction suivants :

- Directeur général des services des établissements publics territoriaux

Le montant mensuel est calculé sur la base de 15% du traitement brut (indemnité de résidence, primes et supplément familial non compris).

A l'unanimité



Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20170703-100-03-07-2017-
DE Bruno BESCHIZZA
Date de télétransmission : 11/07/2017
Date de réception préfecture : 11/07/2017